

## LA REPARTITION DE LA DGF 2005

- Lors de la réunion du 8 février 2005, le Comité des Finances Locales (CFL) a procédé à la **répartition** des masses de la **dotation globale de fonctionnement** entre les régions, les départements, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. Depuis lors, les montants des différentes **dotations individuelles** attribuées aux **communes** et aux **EPCI** ont été mis en ligne sur le site internet de la DGCL ([www.dgcl.interieur.gouv.fr/actualites/accueil\\_actualites.html](http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/actualites/accueil_actualites.html)), et les **circulaires** correspondantes ont été transmises à l'ensemble des préfetures. Ces circulaires figurent également sur le site de la DGCL depuis le 28 avril.
- Les **deux principales nouveautés** relatives à la DGF des communes concernent :
  - d'une part, le mode de calcul de la **dotation forfaitaire**, qui intègre la population et la superficie, mais fige dans la plupart des cas le montant de l'ancienne dotation,
  - d'autre part, l'ajout de cette dotation forfaitaire au potentiel fiscal, qui devient ainsi le **potentiel financier**, utilisé pour le calcul de l'ensemble des dotations de solidarité et de péréquation.

L'Association des Maires de France entend **mesurer** les **effets** de ces nouvelles modalités de calcul, et **analyser** leur **impact**, afin :

- d'apprécier dans quelle mesure la réforme a permis d'atteindre l'**objectif affiché** (davantage de **péréquation**),
- d'examiner si celle-ci n'aboutit pas à des **situations non souhaitées** initialement,
- et, selon les résultats obtenus, de proposer les **corrections nécessaires** dans le prochain projet loi de finances.

LA MASSE A REPARTIR _____	1
LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES _____	1
LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE _____	3
LA DOTATION DE COMPENSATION DES EPCI _____	4
LE SOLDE A REPARTIR ENTRE LA DSUCS, LA DSR ET LA DNP _____	4
LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE ET DE COHESION SOCIALE _____	5
Le calcul de la dotation des communes de plus de 9 999 habitants _____	6
Le calcul de la dotation des communes de 5 000 à 9 999 habitants _____	7
LA DOTATION DE SOLIDARITE RURALE _____	7
La 1 <sup>ère</sup> fraction « bourgs centres » _____	8
La 2 <sup>ème</sup> fraction « péréquation » _____	9
LA DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION _____	10
La part principale _____	11
La 2 <sup>ème</sup> part (majoration) _____	12
LA QUOTE-PART DE LA DOTATION D'AMENAGEMENT DESTINEE AUX COMMUNES D'OUTRE-MER _____	12
LA DOTATION PARTICULIERE ELU LOCAL _____	13
LA DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS _____	14
LA NOTIFICATION DES DOTATIONS _____	14

## LA MASSE A REPARTIR

- Le montant des crédits est en **évolution** de + **3,28983 %** par rapport à **2004**. Il s'élève donc à **37,948.876 milliards d'Euros** (MD€).
- **Trois préciputs** sont prélevés sur cette masse :
  - Rectifications DGF 2004 : 0,006.000 MD€
  - Budget 2005 du CFL : 0,000.515 MD€
  - Dotation permanents syndicaux : 0,003.600 MD€
- Le montant à répartir s'élève ainsi à **37,938.761 MD€**, en augmentation réelle de **3,27 %** par rapport à 2004 :
  - **4,940.305 MD€** pour les **régions**,
  - **11,855.222 MD€** pour les **départements**,
  - **21,143.235 MD€** pour les **communes** et les **EPCI**.

A ce dernier montant s'ajoute la **régularisation** de la **DGF 2003** (non versée en 2004) d'un montant de **0,056.508 MD€**, ce qui porte le **total** à répartir entre les **communes** et les **EPCI** à **21,199.743 MD€**, au lieu de **20,473.629 MD€** en 2004, soit + **3,55 %**.

- En premier lieu, conformément aux dispositions de l'article 135 de la loi de programmation pour la cohésion sociale, **120 millions d'euros** ont été prélevés en priorité au profit de la **dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale**.

☞ *Ce prélèvement prioritaire augmentera de 120 millions par an jusqu'en 2009, année au cours de laquelle il devrait atteindre 600 millions d'euros.*

**VOIR ANNEXE 1**

## LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES

[ IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLE 7411 ]

- La **dotation forfaitaire/habitant** versée à chaque commune est en évolution de **1 %** par rapport à 2004. Compte tenu des recensements complémentaires de population et des dotations versées aux communes dont la nouvelle dotation (population et superficie) est supérieure à l'ancienne dotation forfaitaire, le montant à répartir s'élève à **13,698.666 MD€**, soit + **1,63 %** (dont 0,451.332 MD€ aux communes d'outre-mer). La nouvelle dotation forfaitaire comporte **4 parts** :
  - une **dotation de base « population »** variant de **60 à 120 euros par habitant** en 2005, en fonction croissante de la population des communes, selon un **coefficient logarithmique** fixé par décret (soumis à l'avis du CFL) :
    - coefficient égal à **1** pour les communes dont la **population** est **inférieure ou égale à 500 habitants**,
    - coefficient égal à **2** pour les communes dont la **population** est **égale ou supérieure à 200 000 habitants**,
    - coefficient égal à **1 + 0,38431089 x log (population DGF/500)**

**VOIR ANNEXE 2**

La **dotation « population » totale** s'élève en 2005, à **5,931.106 MD€**.

☞ *Les résultats « officiels » du recensement rénové ne seront pas pris en compte avant 2009. Par conséquent, en dehors d'un éventuel recensement complémentaire, la population retenue pour le calcul de la DGF est toujours celle issue du recensement général 1999.*

*L'évolution de la population constatée par un recensement sera désormais intégralement prise en compte, à la hausse comme à la baisse (sur la seule part « population »). Auparavant, les habitants supplémentaires n'induisaient une hausse que de 50 % du montant / habitant antérieur (mais de l'ensemble de la dotation forfaitaire). Dans la plupart des cas, la hausse du montant total de la nouvelle dotation forfaitaire / habitant sera donc toujours limitée à environ 50 %, puisque la part « population » représente en moyenne à peine 50 % de la dotation forfaitaire totale. En cas de diminution de population, la part « population » diminuera également proportionnellement au nombre d'habitants (auparavant, il existait un système de garantie de non-baisse).*

- une **dotation proportionnelle à la superficie**, égale à :
  - **3 euros par hectare**,
  - **5 euros par hectare** pour les communes situées en **zone de montagne**.

☞ *Pour les communes de Guyane, le montant de la dotation proportionnelle à la superficie est plafonné à 3 fois le montant de la dotation de base « population ».*

La **superficie** prise en compte est la superficie cadastrée (et non cadastrée - y compris le domaine public - ) « **hors eaux** ». Elle ne comporte donc **pas** les **surfaces d'eaux** (ex. : lacs, étangs, glaciers, etc.) **de plus de 100 hectares**.

☞ *C'est cette surface (évaluée par le service du cadastre en 1975 et mise à jour pour tenir compte des modifications de limites communales intervenues jusqu'en 1999) qui est prise en compte par l'Insee pour calculer la densité de la population, ce qui paraît logique, dans la mesure où les habitants vivent essentiellement sur terre... La logique pourrait toutefois être différente pour une dotation de fonctionnement, les charges existant également pour assurer notamment la protection de ces surfaces aquatiques. Symboliquement, il aurait été préférable de prendre en compte la superficie totale.*

*Il est vrai que, dans la plupart des cas, compte tenu du mode de calcul de la dotation forfaitaire, ce qui n'est pas perçu au titre des dotations « population » et « superficie » l'est au titre de la garantie. Mais, les indexations des dotations « superficie » et « de garantie » sont différentes (0 à 75 % de l'évolution de la masse globale de la DGF pour l'une, 25 % pour l'autre).*

Le **classement** des communes en **zone de montagne** est apprécié au **1<sup>er</sup> janvier** de l'année au titre de laquelle est versée la dotation forfaitaire.

☞ *A compter de 2006, le montant des crédits affectés aux dotations « population » et « superficie » évoluera chaque année dans la limite de 75 % de l'évolution de la masse globale de la DGF, selon un choix effectué par le CFL.*

La **dotation « superficie » totale** s'élève en 2005 à **0,206.405 MDE**.

- une **dotation de garantie**, calculée de manière à garantir que chaque commune retrouvera, en **2005, au moins** le montant de sa **dotation forfaitaire 2004** (hors compensations de la suppression de la part salaires et des baisses de la DCTP), indexée à **+ 1,00 %**. Cette garantie correspond donc à la différence entre :
  - la **dotation forfaitaire 2004** (hors compensations) , majorée de **1 %**,
  - et les **dotations « population » et « superficie » 2005**.

La **dotation de garantie totale** s'élève en 2005 à **5,263.350 MDE**.

**VOIR ANNEXES 3 ET 4**

☞ *A compter de 2006, le montant des crédits affectés à la dotation de garantie évoluera chaque année de 25 % de l'évolution de la masse globale des crédits de la DGF, sans choix possible du CFL.*

- une **dotation de compensation**, correspondant à la dotation versée suite à la **suppression de la part salaires** et à celle compensant à certaines communes les **baisses de DCTP** subies entre 1999 et 2001.

La **dotation de compensation totale** s'élève en 2005 à **2,277.306 MDE (+ 1 % par rapport à 2004)**.

☞ *A compter de 2006, le montant des crédits affectés à la dotation de compensation évoluera chaque année dans la limite de 50 % de l'évolution de la masse globale des crédits de la DGF, selon un choix effectué par le CFL.*

☞ Une très grande majorité de communes percevra une dotation forfaitaire 2005 égale à celle de 2004, majorée de 1 %. Seules un peu plus de 2 200 communes bénéficient d'un montant supérieur. Il s'agit des communes dont les dotations « population » et « superficie » dépassent le montant (hors compensation) de la dotation forfaitaire 2004.

DENOMINATION	MONTANT POUR 2005	ÉVOLUTION A COMPTER DE 2006
Dotation de base <b>population</b>	de <b>60 à 120 € / hab.</b> (en fonction croissante de la population)	de <b>0 à 75 %</b> du taux d'évolution de la DGF (choix du CFL)
Dotation proportionnelle à la <b>superficie</b>	· <b>3 € / hectare</b> · <b>5 € / hectare</b> (zone de <b>montagne</b> )	de <b>0 à 75 %</b> du taux d'évolution de la DGF (choix du CFL)
Dotation de <b>garantie</b>	<b>Différence</b> constatée en <b>2005</b> entre : · <b>dotation forfaitaire 2004</b> , majorée de <b>1 %</b> · et <b>dotations population et superficie 2005</b>	<b>25 %</b> du taux d'évolution de la DGF (pas de choix du CFL)
Dotation de <b>compensation « part salaires »</b>	<b>Montant 2004 + 1 %</b>	de <b>0 à 50 %</b> du taux d'évolution de la DGF (choix du CFL)

## LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE

[ IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLES 74124 ET 74125 ]

- La **répartition** de la **dotation d'intercommunalité** revêt cette année de **nouvelles modalités**. En effet, la loi de finances pour 2005 prévoit, qu'à compter de 2005, la **dotation moyenne par habitant** des **communautés de communes** (à fiscalité additionnelle ou à taxe professionnelle unique) évolue chaque année selon un **taux fixé par le CFL**, compris **entre 130 % et 160 %** du taux fixé pour la **dotation moyenne par habitant** des **communautés d'agglomération**.
- Souhaitant adresser un **signal fort** en direction de l'intercommunalité, le CFL a décidé de choisir un **taux d'évolution** de la dotation moyenne par habitant des **communautés d'agglomération** (et des **syndicats d'agglomération nouvelle**) de **+ 2,50 %**.

Le **taux d'évolution** des **dotations moyennes par habitant** des trois catégories de **communautés de communes** a quant à lui été fixé au **maximum possible** : + 2,50 % x 160 %, soit **+ 4,00 %**.

- Les **montants moyens** par habitant et la **masse globale** affectés à chaque catégorie de communautés sont donc les suivants :

		2004		2005		Evolution du montant/hab. / 2004
		Montant / hab. 2004	Montant	Montant / hab. 2005	Montant	
Communautés de communes à fiscalité additionnelle	<i>Part principale</i>	16,62 €	0,250.564 MDE	17,28 €	0,226.618 MDE	+ 4,00 %
	<i>majoration</i>	2,38 €		2,28 €	0,029.450 MDE	- 3,36 %
Communautés de communes à TPU	<i>non bonifiée</i>	20,30 €	0,340.686 MDE	21,11 €	0,022.133 MDE	+ 4,00 %
	<i>bonifiée</i>	28,23 €		29,36 €	0,364.854 MDE	+ 4,00 %
Communautés d'agglomération		40,41 €	0,820.674 MDE	41,35 €	0,869.709 MDE	+ 2,50 %
Syndicats d'agglomération nouvelle		43,54 €	0,016.033 MDE	44,63 €	0,016.782 MDE	+ 2,50 %
Communautés urbaines (1)		81,40 €	0,510.040 MDE	82,21 €	0,515.339 MDE	+ 1,00 %
<b>TOTAL</b>			<b>1,937.998 MDE</b>		<b>2,044.885 MDE</b>	

(1) Depuis 2003, les dotations individuelles des communautés urbaines évoluent, selon la loi, comme la dotation forfaitaire des communes (+ 1,00 % en 2005).

- Plusieurs **dispositions** de la **loi de finances pour 2005** interviennent dans la fixation des **dotations individuelles** :
  - modification de la **répartition** des crédits de la dotation d'intercommunalité entre la **dotation de base** (30 % au lieu de 15 %) et la **dotation de péréquation** (70 % au lieu de 85 %),
  - modification de la définition des **dépenses de transfert** et de leur prise en compte dans le CIF,
  - suppression de l'**écrêtement** et de sa redistribution (communautés de communes à fiscalité additionnelle),
  - modification des règles relatives aux **garanties**.
- Le **montant total de la dotation d'intercommunalité** s'élève à **2,044.885 MD€**, soit **+ 5,52 %** par rapport à 2004.

## LA DOTATION DE COMPENSATION DES EPCI

[ IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLE 74126 ]

- La **dotation de compensation** des EPCI correspond à l'ancienne compensation de la **suppression de la part salaires** et des **baisses de DCTP** subies entre 1999 et 2001 (pour certains EPCI).

Le **montant total** à répartir s'élève à **3,702.985 MD€**, en évolution de **+ 1,00 %** par rapport à 2004.

Pour toute information sur la dotation de compensation et sur les modalités de répartition et les critères de détermination, par catégorie de communautés, de la dotation d'intercommunalité, vous pouvez consulter une note disponible sur le site « EPCI » de l'AMF : [www.amf.asso.fr/EPCI](http://www.amf.asso.fr/EPCI).

☞ *Ce site est accessible à toutes les communautés (et leurs communes membres) qui adhèrent à l'AMF.*

Vous trouverez également sur ce site un logiciel permettant de reconstituer le montant de la dotation d'intercommunalité hors garantie perçue en 2005 par votre communauté de communes.

## LE SOLDE A REPARTIR ENTRE LA DSUCS, LA DSR ET LA DNP

- En fonction des choix précédents, relatifs à la dotation d'intercommunalité, le solde à répartir entre la **dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale** (DSUCS), la **dotation de solidarité rurale** (DSR) et la **dotation nationale de péréquation** (DNP) s'élève à **1,633.433 MD€**, auquel il convient d'**ajouter** :
  - **0,120.000 MD€**, prélevés prioritairement sur la masse globale de la DGF des communes et des EPCI, affectés à la **DSUCS**,
  - **0,137.150 MD€**, correspondant à la contribution de la région Île-de-France, à répartir en deux parts égales entre la **DSUCS** et la **DSR**.
- Un élément important vient modifier les **calculs** de chaque **dotation individuelle** (DSUCS, DSR, DNP et dotation élu local) : il s'agit du **potentiel financier**.

**VOIR ANNEXE 5**

☞ *Ce nouvel indicateur de richesse peut conduire à des variations dans le montant des variations individuelles plus ou moins importantes (à la hausse comme à la baisse). Des mécanismes de garantie spécifiques pour 2005 et 2006 sont institués pour faire face temporairement à ces variations.*

## LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE ET DE COHESION SOCIALE

[ IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLE 74123 ]

- Les principales modifications relatives à la dotation d'aménagement des communes concernent la **dotacion de solidarite urbaine et de cohesion sociale**.

L'**objet** de celle-ci est de contribuer à l'**amélioration des conditions de vie** dans les **communes urbaines** confrontées à une **insuffisance** de leurs **ressources** et supportant des **charges élevées**.

**Deux catégories de communes** peuvent bénéficier de la DSUCS :

- les communes de **plus de 9 999 habitants**,
- les communes de **5 000 à 9 999 habitants**.

Outre l'**accroissement annuel**, pendant **5 ans**, de **120 millions d'euros** (prélevés sur la masse globale des crédits de la DGF), **deux nouveaux coefficients** multiplicateurs s'appliquent aux **communes de moins de 200 000 habitants** :

- un coefficient égal à 1, augmenté du **rapport** entre le **double** de la **population** des **zones urbaines sensibles (ZUS)** et la **population totale** de la **commune**. Ce coefficient varie de **1 à 3**.
- un coefficient égal à 1, augmenté du **rapport** entre la **population** des **zones franches urbaines (ZFU)** et la **population totale** de la **commune**. Ce coefficient varie de **1 à 2**.

*☞ La population des ZUS et des ZFU est celle constatée à l'issue du recensement de population 1999 dans les zones existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle est versée la DSUCS. En ce qui concerne les ZFU, leur population figure dans l'arrêté ministériel du 31 mars 2005, publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2005.*

- L'**accroissement** de la dotation de chaque commune ne peut **pas excéder 4 millions d'euros par an**.

*☞ Deux communes sont concernées par ce plafonnement en 2005.*

Chaque année, jusqu'en **2009**, les **communes éligibles** à la **DSUCS** sont assurées de percevoir une **dotacion au moins égale** à la dotacion perçue l'**année précédente**, **augmentée de 5 %**.

En **2005**, lorsqu'une **commune** n'est **plus éligible** à la **DSUCS**, elle perçoit, à titre de **garantie non renouvelable**, une **attribution égale** à celle qu'elle a perçue en **2004**.

Les **communes** qui bénéficient d'une **augmentation** de leur attribution de la **DSUCS supérieure à 20 %** ne peuvent **pas** prétendre à une **augmentation** de leur **DSR bourgs centres** et de leur **DNP part principale supérieure à 30 %**.

- Le **montant total** des **crédits 2005** s'élève à **0,759.583 MD€**, en évolution de **+ 19,61 %** par rapport à 2004, ainsi répartis :

- **0,038.570 MD€ (+ 47,00 %)** pour les communes d'**outre-mer**,
- **0,721.013 MD€ (+ 18,43 %)** pour les communes de **métropole**.

## LE CALCUL DE LA DOTATION DES COMMUNES DE PLUS DE 9 999 HABITANTS

- Toutes les **communes de plus de 9 999 habitants** sont **classées**, par ordre décroissant, selon un **indice synthétique de charges et de ressources**, constitué par :

- **45 % du rapport :**

potentiel financier moyen /habitant  
des communes de + 9 999 habitants  
**(992,3305588 euros/habitant)**

:

potentiel financier / habitant de la commune

- **15 % du rapport :**

nombre de logements sociaux de la commune  
/ nombre total de logements de la commune

:

nombre de logements sociaux des communes de  
+ 9 999 habitants/ nombre total de logements des  
communes de + 9 999 habitants  
**(0,231258)**

**VOIR ANNEXE 8**

- **30 % du rapport :**

nombre de personnes couvertes par des prestations  
logements<sup>1</sup> dans la commune  
/ nombre de logements de la commune

:

part relative des personnes  
couvertes par ces mêmes prestations  
dans l'ensemble des communes de + 9 999 habitants  
**(0,570274)**

- **10 % du rapport :**

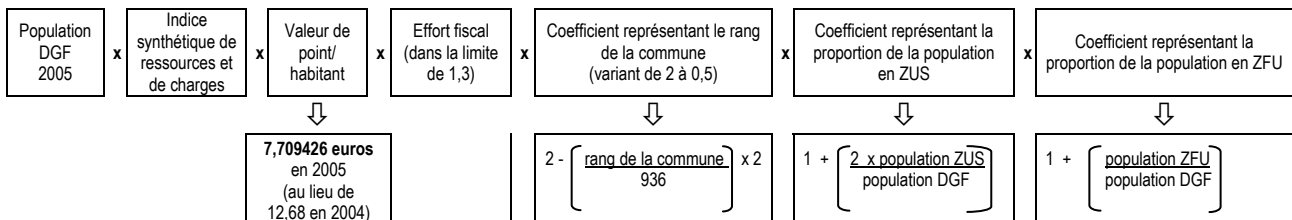
revenu moyen par habitant <sup>2</sup>  
des communes de + 9 999 habitants  
**(9344,875032 euros/habitant)**

:

revenu moyen des habitants de la commune

- Sont **éligibles** à la DSUCS les **702 communes** classées dans les **trois premiers quarts** des **communes de plus de 9 999 habitants (936)**. En **2005**, ce sont celles dont l'**indice est supérieur à 0,910443**.

- La **formule de calcul** de chaque **dotation individuelle** est la suivante :



☞ La valeur de point/habitant est inférieure de 39,2 % à celle de 2004, mais chaque commune éligible est assurée de bénéficier d'une dotation au moins égale à celle de 2004, majorée de 5 % (cette garantie consomme plus de 25 % des crédits alloués aux communes de + de 9 999 habitants).

Selon les premières constatations, il convient d'avoir au moins 32,5 % de sa population en ZUS pour obtenir une majoration supérieure à 5 % (parmi les grandes villes, seules 4 sont concernées en 2005).

47 communes ont des hausses conséquentes, leur dotation passant de 10 euros à 100 euros par habitant.

Pour un tiers des communes, la variation est inférieure à 1 euro/habitant, pour un autre tiers, elle est comprise entre 1 et 2 euro(s)/habitant.

La dotation moyenne/habitant, pour l'ensemble des bénéficiaires de la DSUCS, est de 29,40 euros (25,72 euros, hors garantie, en 2004).

<sup>1</sup> Il s'agit de l'allocataire, son conjoint et les personnes vivant habituellement dans son foyer .

<sup>2</sup> Population « INSEE » 2005 (et non population DGF 2005)

## LE CALCUL DE LA DOTATION DES COMMUNES DE 5 000 A 9 999 HABITANTS

- Toutes les **communes de 5 000 à 9 999 habitants** sont **classées**, par ordre décroissant, selon un **indice synthétique de charges et de ressources**, constitué par :

- **45 % du rapport :**

potentiel financier moyen /habitant des communes de  
5 000 à 9 999 habitants  
**(810,511308 euros/habitant)**

:

potentiel financier / habitant de la commune

- **15 % du rapport :**

nombre de logements sociaux de la commune  
/ nombre total de logements de la commune

:

nombre de logements sociaux des communes  
de 5 000 à 9 999 habitants  
/ nombre total de logements des communes  
de 5 000 à 9 999 habitants  
**(0,145685)**

- **30 % du rapport :**

nombre de personnes couvertes par des prestations  
logements dans la commune <sup>1</sup>  
/ nombre de logements de la commune

:

part relative des personnes couvertes par ces mêmes  
prestations dans l'ensemble des communes  
de 5 000 à 9 999 habitants  
**(0,456776)**

- **10 % du rapport :**

revenu moyen par habitant <sup>2</sup>  
des communes de 5 000 à 9 999 habitants  
**(8574,058867 euros/habitant)**

:

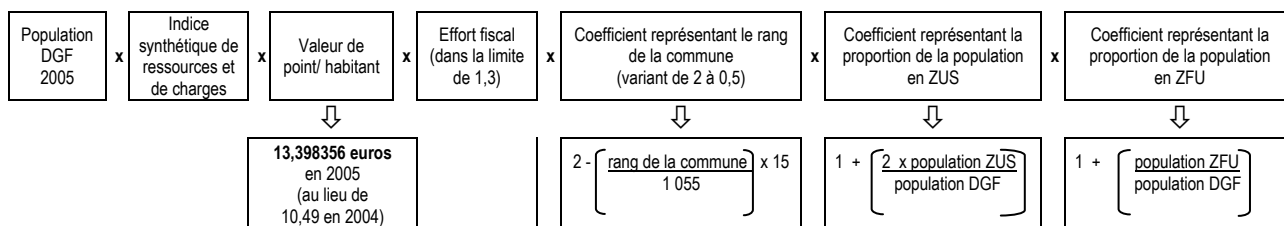
revenu moyen des habitants de la commune

<sup>1</sup> Il s'agit de l'allocataire, son conjoint et les personnes vivant habituellement dans son foyer .

<sup>2</sup> Population « INSEE » 2005 (et non population DGF 2005)

- Sont **éligibles** à la DSUCS les **106 communes** classées dans le **premier dixième** des **communes de 5 000 à 9 999 habitants (1 055)**. En 2005, l'**indice** doit être **supérieur à 1,474079**.

- La **formule de calcul** de chaque **dotation individuelle** est désormais **identique** à celle applicable aux **communes de plus de 9 999 habitants**, puisqu'elle intègre le **coefficient représentant le rang de la commune**. Elle utilise toutefois des valeurs de référence spécifiques aux communes de 5 000 à 10 000 habitants :



## LA DOTATION DE SOLIDARITE RURALE

- La **dotation de solidarité rurale** a pour objet de **tenir compte** :
  - des **charges** que certaines **communes** supportent pour **contribuer au maintien de la vie sociale en milieu rural**,
  - de l'**insuffisance** de leurs **ressources fiscales**.
- L'**objectif** annoncé dans la loi de finances 2005 était de **faire évoluer** les sommes réservées à la croissance de la **DSR totale de 20 %** (comme la DSUCS).



Il est pratiquement atteint, puisque la progression est de + **19,61 %** . Ce sont donc **0,503.019 MD€** qui sont répartis entre :

- les communes d'**outre-mer** : **0,025.542 MD€ (+ 47,00 %)**,
- les communes de **métropole** : **0,477.477 MD€ (+ 18,43 %)**.

**LA 1<sup>ère</sup> FRACTION « BOURGS CENTRES »**

[ IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLE 74121 ]

- Il est considéré que l'effort en faveur du monde rural doit s'appuyer sur un certain nombre de **pôles** qui jouent un **rôle structurant** par la **qualité** et le **nombre d'équipements** et de **services** qu'ils regroupent, et par la **capacité d'attraction** qui en résulte.
- Sont **éligibles** les **communes de – 10 000 habitants** :
  - **chefs lieux de canton**,
  - ou représentant + **15 %** de la **population du canton**,
  - et dont le **potentiel financier/habitant** est inférieur à [ **2 x potentiel financier moyen/habitant des communes de - 10.000 habitants**].

☞ *Jusqu'en 2004, c'était le potentiel fiscal/habitant qui était pris en compte.*

- Plusieurs cas d'**exclusion** sont prévus, pour les **communes** :
  - situées dans une **agglomération** ou **unité urbaine** :
    - représentant **au moins 10 %** de la population du **département** ou comptant **plus de 250 000 habitants**,
    - ou comptant une **commune chef-lieu de département** ou de **plus de 100 000 habitants**.
  - ou situées dans un **canton** dont la **commune chef-lieu** compte **plus de 10 000 habitants**,
  - ou **bénéficiaires** des attributions du **fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France**.
- Sont également **éligibles** les **chefs-lieux d'arrondissement de 10 000 à 20 000 habitants**, à l'**exception** de ceux :
  - qui percevaient la **dotation ville-centre** en **1993**,
  - qui sont situés dans une **agglomération** ou **unité urbaine** (voir ci-dessus).
- Les **communes « bourgs centres »**, situées dans une **zone de revitalisation rurale** (soit environ 1 650 communes bourgs centres sur un total de 4 100) sont les **principales bénéficiaires** des **augmentations** prévues par la loi, puisqu'elles voient leur **dotation majorée de 30 %** par rapport aux **autres bourgs centres**.

☞ *La situation en zone de revitalisation rurale d'une commune s'apprécie au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle est versée la DSR.*

- Si, en **2005**, une **commune** n'est **plus éligible** à la fraction bourgs centres, elle perçoit une **attribution de garantie** égale :
  - en **2005**, à **2/3** du montant **2004**,
  - en **2006**, à **1/3** du montant **2004**.

Si, en **2005**, l'attribution **diminue de plus d'1/3**, la commune bénéficie d'un **complément de garantie** lui permettant de bénéficier :

- en **2005**, de **2/3** du montant **2004**,
- en **2006**, d'**1/3** du montant **2004**.

- En 2005, les versements individuels sont ainsi calculés :

$$\boxed{\text{nombre d'habitants (dans la limite de 10 000)}} \times \boxed{1 + \text{écart relatif de potentiel financier / habitant (1)}} \times \boxed{\text{effort fiscal (dans la limite de 1,2)}} \times \boxed{14,174607 \text{ euros (11,4038 euros en 2004)}} \times \boxed{1,3 \text{ (si ZRR)}}$$

$$(1) \quad \boxed{\text{écart relatif de potentiel financier / habitant}} = \frac{\boxed{639,96481 \text{ euros/habitant}} - \boxed{\text{potentiel financier/habitant de la commune}}}{\boxed{639,96481 \text{ euros/habitant (2)}}}$$

- (2) 639,96481 euros/habitant correspond au potentiel financier moyen/habitant constaté dans les communes de moins de 10 000 habitants. En 2004, le potentiel fiscal moyen/habitant était de 489,478 euros.

- Le montant total des crédits 2005 à répartir en métropole s'élève à **0,169.023 M€**, soit une évolution de **+ 30,00 %** par rapport à 2004.

### LA 2<sup>ème</sup> FRACTION « PEREQUATION »

[ IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLE 74122 ]

- Sont éligibles les communes de – 10.000 habitants dont :

$$\boxed{\text{potentiel financier / habitant}} < 2 \times \boxed{\text{potentiel financier moyen / habitant des communes de la même strate}}$$

*Jusqu'en 2004, c'était le potentiel fiscal/habitant qui était pris en compte.*

- Seul le critère « élèves » est modifié : il est désormais fait référence au nombre d'enfants de 3 à 16 ans domiciliés dans la commune, ce nombre étant établi lors du dernier recensement.

*Ce sont donc les enfants de 3 à 16 ans recensés par l'Insee en 1999 qui sont pris en compte (et non plus ceux recensés lors de la rentrée scolaire de l'année n-2).*

- Si, en 2005, une commune n'est plus éligible à la fraction péréquation, elle perçoit une attribution de garantie égale :

- en 2005, à 2/3 du montant 2004,
- en 2006, à 1/3 du montant 2004.

- Si, en 2005, l'attribution diminue de plus d'1/3, la commune bénéficie d'un complément de garantie lui permettant de bénéficier :

- en 2005, de 2/3 du montant 2004,
- en 2006, d'1/3 du montant 2004.

- En 2005, les versements individuels sont ainsi calculés :

#### - part potentiel financier / habitant et effort fiscal

$$\boxed{\text{nombre d'habitants}} \times \boxed{1 + \text{écart relatif de potentiel financier/habitant (1)}} \times \boxed{\text{effort fiscal (dans la limite de 1,2)}} \times \boxed{2,598585 \text{ euros (2,246473 euros en 2004)}}$$

$$(1) \quad \boxed{\text{Ecart relatif de potentiel financier/habitant}} = \frac{\boxed{\text{potentiel financier moyen/habitant de la strate}} - \boxed{\text{potentiel financier/habitant de la commune}}}{\boxed{\text{potentiel financier moyen / habitant de la strate}}}$$

VOIR ANNEXE 7A

#### - part voirie

$$\boxed{\text{longueur de voirie en mètres (doublée en zone de montagne)}} \times \boxed{0,151057 \text{ euro (0,1367 euro en 2004)}}$$

**- part élèves**

nombre d'enfants de 3 à 16 ans recensés dans la commune en 1999 (2)	x	<b>17,920589 euros</b> (16,4589 euros en 2004)
--	---	---

(2) Il s'agissait jusqu'en 2004, du nombre d'élèves constaté lors de la rentrée scolaire de l'année 2002.

**- part potentiel financier/hectare**

nombre d'habitants	x	1 + écart relatif de potentiel financier/hectare (3)	x	<b>1,474587 euro</b> (1,2530 euro en 2004)
--------------------	---	---	---	---

(3) écart relatif de potentiel financier/hectare	=	$\frac{399,351455 \text{ euros/hectare} - \text{potentiel financier/hectare de la commune}}{399,351455 \text{ euros / hectare (4)}}$
--	---	--

(4) le potentiel fiscal moyen/hectare pris en compte en 2004 était de 304,0876 euros.

▪ **Le montant total des crédits 2005** à répartir en métropole s'élève à **0,308.454 MD€**, soit une évolution de **+ 12,93 %** par rapport à 2004.

**LA DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION**

[ IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLE 74127 ]

▪ La **dotation nationale de péréquation (DNP)**, comme le fonds national de péréquation qu'il remplace depuis 2004, a pour **objectif** de permettre une **meilleure répartition des ressources entre les collectivités**.

Elle est versée en fonction de l'**insuffisance** de **ressources fiscales**, notamment de **taxe professionnelle**.

▪ La masse des crédits à répartir en **2005** correspond au **solde disponible**, après affectation des crédits à la dotation forfaitaire, à la dotation d'intercommunalité, à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et à la dotation de solidarité rurale : **0,631.568 MD€**, soit une évolution de **11,07 %** par rapport à 2004 :

- **0,032.133 MD€ (+ 72,38 %)** attribués aux communes d'**outre-mer**,
- **0,599.435 MD€ (+ 9,00 %)** attribués aux communes de **métropole**.

▪ Les **ressources** de la part principale de la DNP font l'objet d'une **répartition** entre :

- d'une part, les **communes de 200 000 habitants et plus**,
- d'autre part, les **communes de moins de 200 000 habitants**.

Le législateur a en effet **gelé** l'**évolution** des **crédits alloués aux communes de 200 000 habitants et plus**, en constatant que les attributions revenant à ces communes au titre de la part principale du FNPTP étaient en 1994 supérieures d'un tiers à l'attribution moyenne nationale.

C'est pourquoi, depuis 1995, le **montant total des attributions** revenant en métropole aux **communes éligibles** comptant **200 000 habitants et plus** (et non pas le montant revenant à chaque commune éligible) est égal à :

population de l'ensemble des communes de 200 000 habitants et plus	x	montant moyen/habitant de la DNP perçue en 2004 par les communes de 200 000 habitants et plus
---	---	--

☞ En 2005, toutes les villes de plus de 200 000 habitants étant à la garantie (voir ci-après), leur valeur de point n'a pas été communiquée par la DGCL.

▪ Si, en **2005**, une commune n'est **plus éligible** à la **part principale** ou à la **majoration**, elle perçoit, à titre de **garantie** :

- en **2005**, une **dotation égale** à celle perçue en **2004**,
- en **2006**, une **dotation égale** à **50 %** de celle perçue en **2004**.

Si, en **2005**, l'attribution revenant à une commune **éligible**, au titre de la **part principale** ou de la **majoration**, **diminue** par rapport à 2004, la commune perçoit une **garantie** lui permettant de bénéficier en **2005** du **même montant**.

☞ Ces dispositions aboutissent à des valeurs de point légèrement différentes selon que la commune est **nouvellement** ou **anciennement éligible** à la DNP.

## LA PART PRINCIPALE

- Jusqu'en **2004**, bénéficiaient de la **part principale** de la DNP, notamment les communes dont :
  - le **potentiel fiscal** était **inférieur à 95 %** du **potentiel fiscal moyen par habitant** de la strate,
  - et l'**effort fiscal** était **supérieur à l'effort fiscal moyen** des communes de la même strate.

Le **plafond** est désormais fixé à **105 %** du **potentiel financier moyen par habitant**, le seuil appliqué à l'**effort fiscal** n'étant quant à lui **pas modifié**. Par dérogation, il n'est **pas** tenu compte de l'**effort fiscal** pour les communes dont le **taux de taxe professionnelle** est égal au **plafond** (soit **30,42 %** en 2004)

**VOIR ANNEXES 5, 6 ET 7C**

Les **conditions** applicables, par **dérogation**, à certaines communes de **plus de 9 999 habitants** sont également **modifiées** : elles peuvent désormais bénéficier de la part principale de la DNP si elles ont un **potentiel financier inférieur de 15 %** (au lieu de 33,3 %) au potentiel financier moyen de la strate. Leur **effort fiscal** doit quant à lui être **supérieur à 90 %** (au lieu de 80 %) de l'effort fiscal moyen des communes de leur strate.

Les communes qui remplissent la **condition** relative au **potentiel financier**, mais dont l'**effort fiscal** n'est compris qu'**entre 90 % et 100 %** de l'**effort fiscal moyen** de la strate, bénéficient d'une **attribution réduite de 50 %**.

Aucune attribution inférieure à **300 euros** n'est versée.

- En **2005**, les **versements individuels** sont ainsi **calculés**, pour les **communes nouvellement « éligibles »** :

$$\frac{(1,05 \times \text{potentiel financier moyen « 4 taxes » / hab. de la strate}) - \text{potentiel financier / hab. de la commune}}{\text{potentiel financier « 4 taxes » / habitant de la strate}} \times \text{Nombre d'habitants} \times \text{58,020431 euros (49,050452 euros en 2004)}$$

☞ Cette valeur de point ne concerne que les communes nouvellement éligibles en 2005.

Le législateur a prévu que les **communes éligibles** à la part principale de la DNP en **2004 et en 2005** bénéficient, le cas échéant, d'une **garantie** leur assurant de percevoir en 2005 **au moins** le **montant** reçu en **2004**. La DGCL a donc déterminé les communes devant bénéficier de cette garantie. Pour celles-ci, la **valeur de point par habitant** est de **58,026506 euros**.

A l'issue des calculs, les **communes éligibles** dont l'**attribution** est **inférieure** à celle de **2004** perçoivent une **garantie de non-baisse** égale au **montant** perçu en **2004** au titre de la part principale. Cette garantie est prélevée sur la masse à répartir.

- Les **communes éligibles à la DNP en 2004 et 2005**, ayant un **montant de part principale 2005 supérieur** à celui de **2004**, bénéficient **au moins** du **montant** perçu en **2004**, **majoré du solde de la DNP disponible**.

Leur dotation est ainsi calculée :

$$\text{montant part principale 2004} + \frac{(1,05 \times \text{potentiel financier moyen « 4 taxes » / hab. de la strate}) - \text{potentiel financier / hab. de la commune}}{\text{potentiel financier « 4 taxes » / hab. de la strate}} \times \text{nombre d'habitants} \times \text{2,813272 euros}$$

**VOIR ANNEXE 7A**

- Le montant total des **crédits 2005** à répartir en métropole s'élève à **0,465.922 MD€**, soit une évolution de **+ 9,00 %** par rapport à 2004.

## LA 2<sup>ème</sup> PART (MAJORATION)

- Pour bénéficier de cette 2<sup>ème</sup> part, les communes doivent :
  - compter **moins de 200 000 habitants**,
  - être **éligibles** à la **part principale** (même si aucune attribution n'a été versée),
  - et disposer d'un **potentiel fiscal inférieur à 85 %** (au lieu de 80 %) du potentiel fiscal moyen par habitant de la strate, calculé à partir de la seule **taxe professionnelle**.

VOIR ANNEXE 7B

Aucune attribution inférieure à **300 euros** n'est versée.

☞ Bien que l'article L.2334-14-1-V du CGCT fasse référence au « potentiel financier, calculé à partir de la seule taxe professionnelle », l'appellation « potentiel fiscal » apparaît plus juste, dans la mesure où la dotation forfaitaire perçue par la commune n'est pas prise en compte dans le calcul de cet indicateur.

- En 2005, les **versements individuels** sont ainsi **calculés**, pour les **communes nouvellement éligibles** :

$$\frac{\text{Potentiel fiscal TP moyen/hab. de la strate} - \text{potentiel fiscal TP/hab. de la commune}}{\text{potentiel fiscal TP moyen / habitant de la strate}} \times \text{nombre d'habitants} \times \text{10,177212 euros (9,9570 euros en 2004)}$$

Le législateur a prévu que les **communes éligibles** à la part **majoration** de la DNP en **2004 et en 2005** bénéficient, le cas échéant, d'une **garantie** leur assurant de percevoir en 2005 **au moins le montant** reçu en **2004**. La DGCL a donc déterminé les communes devant bénéficier de cette garantie. Pour celles-ci, la **valeur de point par habitant** est de **10,179464 euros**.

A l'issue des calculs, les **communes éligibles** dont l'**attribution** est **inférieure** à celle de **2004** perçoivent une **garantie de non-baisse** égale au **montant** perçu en **2004** au titre de la part majoration. Cette garantie est prélevée sur la masse à répartir.

Les **communes éligibles à la DNP en 2004 et 2005**, ayant un **montant** de majoration **2005 supérieur** à celui de **2004** bénéficient **au moins** du montant perçu en **2004**, **majoré** du **solde de la DNP disponible**. Leur dotation est ainsi calculée :

$$\text{montant majoration 2004} + \frac{\text{potentiel fiscal TP moyen/ hab. de la strate} - \text{potentiel fiscal TP/hab. de la commune}}{\text{potentiel fiscal TP/hab. moyen de la strate}} \times \text{nombre d'habitants} \times \text{0,265136 euro}$$

- Le **montant total** des **crédits 2005** à répartir en métropole s'élève à **0,133.576 MDE**, soit une évolution de **+ 9,00 %** par rapport à 2004.

## LA QUOTE-PART DE LA DOTATION D'AMENAGEMENT DESTINEE AUX COMMUNES D'OUTRE-MER

- Si les **communes d'outre-mer** ne sont **pas éligibles** en tant que telles aux **dotations communales de péréquation**, elles perçoivent toutes une **quote-part** des crédits alimentant la **DSU** et la **DSR**. Cette quote-part est calculée par **prélèvement** sur les crédits ci-dessus d'une **part proportionnelle** à la **part** de la **population d'outre-mer** (majorée jusqu'en 2004 de **10 %**) dans la **population totale**.

En **2004**, la quote-part **DSU-DSR** s'est établie à **43,61 millions d'euros**. S'y ajoute désormais la quote-part prélevée sur les crédits alimentant la **DNP (18,64 millions d'euros en 2004)**, qui était réservée aux communes des **départements d'outre-mer** et à la **collectivité départementale de Mayotte**.

La **majoration de population** est, à compter de **2005**, fixée à **33 %** (au lieu de 10 %).

Le bénéfice de la **quote-part DNP** est étendu aux communes de **Nouvelle-Calédonie** et de la **Polynésie Française**, ainsi qu'aux circonscriptions territoriales de **Wallis et Futuna**, et à la collectivité territoriale de **Saint-Pierre-et-Miquelon**.

- Les **crédits** destinés aux **communes d'outre-mer** au titre de leur quote-part de la **dotation d'aménagement** s'élèvent en **2005 à 0,096.245 M€ (+ 54,6 %)** :
  - **0,038.570 M€ (+ 47,00 %)**, au titre de la **DSUCS**,
  - **0,025.542 M€ (+ 47,00 %)**, au titre de la **DSR**,
  - **0,032.133 M€ (+ 71,07 %)**, au titre de la **DNP**.

## LA DOTATION PARTICULIERE ELU LOCAL

[ IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLE 742 ]

☞ *La dotation particulière élu local, de même que la dotation spéciale instituteurs, ne fait pas partie de la dotation globale de fonctionnement. Elles sont néanmoins présentées ici, dans la mesure où elles sont incluses dans l'enveloppe normée constituant le contrat de croissance et de solidarité, et où leur évolution est identique à celle de la masse globale de la DGF.*

- La **dotation particulière élu local**, instituée par la loi du 3 février 1992 au profit des petites communes, a pour objectif de **compenser** les **dépenses** liées aux **autorisations d'absence**, aux **frais de formation** des élus et à la revalorisation des **indemnités** des **maires** et des **adjoints**, et de contribuer à la **démocratisation** des mandats locaux.

Sont **éligibles** :

- les **communes de métropole** :
  - dont la **population « DGF »** est **inférieure à 1 000 habitants**,
  - dont le **potentiel financier** par habitant est **inférieur au potentiel financier moyen par habitant des communes de moins de 1 000 habitants** (soit **501,717864 euros/habitant** pour 2005).
- les **communes** situées dans les **départements d'outre-mer**, en **Polynésie française**, à **Wallis et Futuna**, en **Nouvelle-Calédonie**, à **Mayotte** et dans la collectivité territoriale de **St Pierre et Miquelon**, dont la **population « DGF »** est **inférieure à 5 000 habitants**.
- La dotation **2005** a été fixée à **2 479 euros** (2 288 euros en 2004, soit **+ 8,35 %**). **19 633 communes**, dont **99** d'outre-mer, en bénéficient (20 613 en 2004).
- Les crédits à répartir s'élèvent à **48,715 M€** (soit **+ 3,29 %** par rapport à 2004).

▪ *Le Bureau de l'Association des Maires de France, qui s'est réuni le 6 avril, a décidé de **saisir le ministre de l'Intérieur** au sujet de cette **dotation « élu local »**. En effet, si le **montant** attribué à chaque commune bénéficiaire est **en progression de 8,35 %**, alors que la masse à répartir n'a augmenté que de 3,29 %, il apparaît que la dotation n'est versée en **2005** qu'à **19 633 communes**, au lieu de **20 613 en 2004** : 781 communes supplémentaires la perçoivent, alors que 1 820 en perdent le bénéfice.*

*Cette différence importante provient de la prise en compte du **potentiel financier**, au lieu et place du **potentiel fiscal**. Pour qu'une commune de métropole perçoive la dotation, son potentiel (qu'il soit fiscal en 2004 ou financier en 2005) doit être inférieur à la moyenne constatée dans l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants.*

- *Il a donc été demandé au ministre de prendre les mesures nécessaires pour qu'un **nombre identique de communes** bénéficie de cette dotation en **2004** et à **partir de 2005**. Un projet de texte législatif a été élaboré et soumis le 17 mai au comité des finances locales, prévoyant d'instituer une **garantie dégressive** pour les communes qui ont perdu en 2005 le bénéfice de la dotation. Cette garantie serait égale :*
  - à **1525 euros en 2005** (2/3 du montant 2004),
  - à **763 euros en 2006** (1/3 du montant 2004).

*Toutefois, l'institution de cette garantie étant soumise au vote d'un texte législatif (vraisemblablement une loi de finances rectificative), aucun versement ne sera possible avant ce vote.*

## LA DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS

[IMPUTATION BUDGETAIRE : ARTICLE 745]

- La **Dotation Spéciale Instituteurs (DSI)** compense aux communes les charges qui résultent du **droit au logement des instituteurs**.

Depuis 1986, elle est **disjointe** de la **dotation globale de fonctionnement**, mais continue d'évoluer comme celle-ci.

La DSI comporte **deux parts** :

- la première concerne les **logements effectivement occupés par les instituteurs ayant droit au logement** : les communes perçoivent directement une somme correspondant au montant unitaire multiplié par le nombre de logements occupés.
- la deuxième est destinée à verser l'**indemnité représentative de logement (IRL)** à laquelle ont droit les **instituteurs non logés par la commune** (à condition qu'ils n'aient pas refusé un logement convenable). La somme correspondante est attribuée au Centre national de la fonction publique territoriale, qui verse l'indemnité aux instituteurs au nom de la commune.

Le **montant** de l'IRL est **fixé** dans chaque département par le **Préfet** :

- quand le **montant** départemental de l'IRL dépasse le montant national fixé par le CFL, la **commune** verse directement la **différence** à l'**instituteur**.
  - dans le cas inverse, l'**instituteur** reçoit une somme égale au **montant départemental** de l'IRL. **Aucune somme** n'est reversée aux **communes**, qui ne peuvent bénéficier de la différence entre les deux montants.
- Le montant unitaire en **2004 (versé en 2005)** a été fixé à **2 425 €** (soit le même montant que l'année précédente). Ce montant est déterminé au niveau national par le Comité des finances locales.

Ce sont les services de la Préfecture qui notifient à la commune le montant à percevoir.

- La loi démocratie de proximité avait prévu que, chaque année, la **DSI** serait **minorée** du **reliquat comptable** de l'**avant-dernier exercice**, au profit de la dotation d'aménagement de la DGF. Le CFL, lors de sa réunion du 26 octobre 2004, a manifesté le souhait d'**affecter** intégralement le **reliquat de gestion** à la **DSI 2004**, afin de **maintenir** la **dotation** à un **niveau identique** à celui de l'année précédente.

Le **nombre de bénéficiaires** diminue chaque année, dans la mesure où les instituteurs devenant professeurs des écoles perdent leur droit au logement ou à l'indemnité représentative. En 2004, le nombre d'ayants droits est de **84 788** (17 074 instituteurs logés, 67 714 indemnisés).

- Le **montant total** de la **DSI 2004**, à répartir en 2005, s'élève à **250,605 M€**.

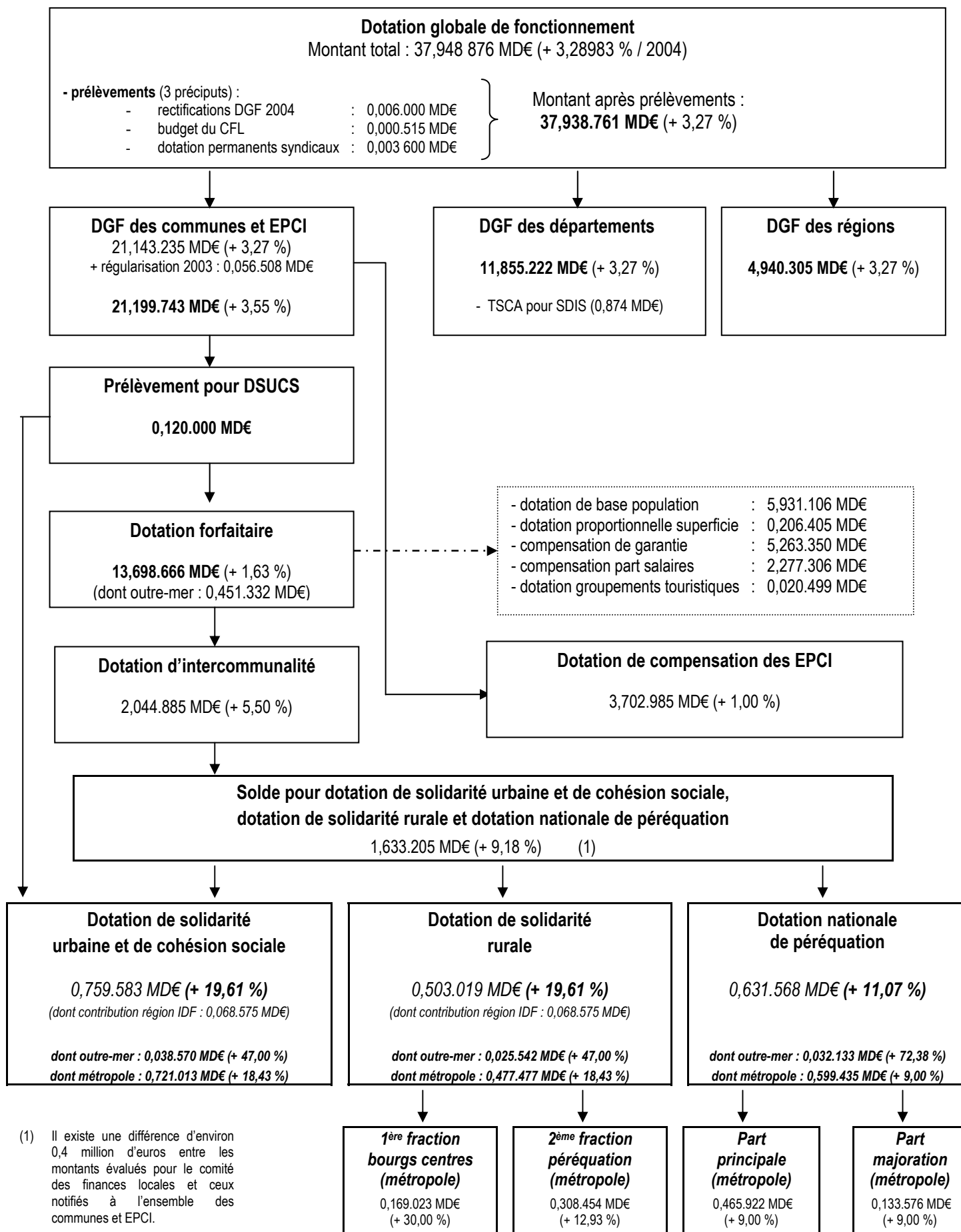
## LA NOTIFICATION DES DOTATIONS

- Pour permettre l'application des dispositions de l'article R.421-5 du code de justice administrative, les **voies et délais de recours** contre la décision d'attribution doivent être **mentionnés** lors de la **notification** de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires.
- Durant le **délai de deux mois** mentionné sur la fiche de notification, un **recours gracieux** peut être exercé auprès des services de la préfecture.

Ce recours gracieux **interrompt** le **délai du recours contentieux**, qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de la réponse du Préfet.

*☞ L'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, ramène à deux mois le délai de droit commun à l'issue duquel intervient une décision implicite de rejet.*

## LA REPARTITION DE LA DGF POUR 2005





## DGF 2005 : DOTATION DE BASE « POPULATION »

Nombre d'habitants	Coefficient logarithmique	Dotation par habitant	Dotation totale
100	1,000000000	60,00	6 000
300	1,000000000	60,00	18 000
500	1,000000000	60,00	30 000
600	1,030430215	61,83	37 095
700	1,056158595	63,37	44 359
800	1,078445532	64,71	51 765
900	1,098104004	65,89	59 298
1 000	1,115689106	66,94	66 941
1 100	1,131596765	67,90	74 685
1 200	1,146119321	68,77	82 521
1 300	1,159478777	69,57	90 439
1 400	1,171847701	70,31	98 435
1 500	1,183362894	71,00	106 503
1 600	1,194134638	71,65	114 637
1 700	1,204253136	72,26	122 834
1 800	1,213793109	72,83	131 090
1 900	1,222817150	73,37	139 401
2 000	1,231378211	73,88	147 765
2 500	1,268621784	76,12	190 293
3 000	1,299052000	77,94	233 829
3 500	1,324780380	79,49	278 204
4 000	1,347067317	80,82	323 296
4 500	1,366725788	82,00	369 016
5 000	1,384310890	83,06	415 293
6 000	1,414741105	84,88	509 307
7 000	1,440469485	86,43	604 997
8 000	1,462756422	87,77	702 123
9 000	1,482414894	88,94	800 504
10 000	1,499999996	90,00	900 000
12 000	1,530430211	91,83	1101 910
14 000	1,556158591	93,37	1 307 173
16 000	1,578445528	94,71	1 515 308
18 000	1,598103999	95,89	1 725 952
20 000	1,615689101	96,94	1 938 827
25 000	1,652932674	99,18	2 479 399
30 000	1,683362890	101,00	3 030 053
35 000	1,709091270	102,55	3 589 092
40 000	1,731378207	103,88	4 155 308
45 000	1,751036678	105,06	4 727 799
50 000	1,768621780	106,12	5 305 865
60 000	1,799051995	107,94	6 476 587
70 000	1,824780375	109,49	7 664 078
80 000	1,847067312	110,82	8 865 923
90 000	1,866725784	112,00	10 080 319
100 000	1,884310886	113,06	11 305 865
150 000	1,951984674	117,12	17 567 862
200 000	2,000000000	120,00	24 000 000
500 000	2,000000000	120,00	60 000 000

## LA COMPARAISON ENTRE LES DOTATIONS FORFAITAIRES (MOYENNES) PAR HABITANT 2004 ET 2005

(avec une nouvelle dotation de base / habitant variant dans une fourchette de 1 à 2, soit de 60 à 120 euros,  
et une dotation proportionnelle à la superficie de 3 euros/hectare)

POPULATION DE LA COMMUNE	DOTATION FORFAITAIRE 2004 MONTANT / HABITANT (1)	PART « POPULATION »		PART « SUPERFICIE » MONTANT / HECTARE	SOMME « POP. » + « SUP » MONTANT / HABITANT (4)	PART « GARANTIE » MONTANT / HABITANT (5)	DOTATION TOTALE 2005 MONTANT / HABITANT (6)
		60 € × COEFFICIENT DE PONDERATION (2)	MONTANT / HABITANT (3)				
500 hab.	135,00 €/hab.	60 € × 1,000000	60,00 €/hab.	3 €/hect.	66,00 €/hab.	70,35 €/hab.	136,35 €/hab.
1.000 hab.	125,00 €/hab.	60 € × 1,115689	66,94 €/hab.	3 €/hect.	69,94 €/hab.	56,31 €/hab.	126,25 €/hab.
1.500 hab.	125,00 €/hab.	60 € × 1,183362	71,00 €/hab.	3 €/hect.	73,00 €/hab.	53,25 €/hab.	126,25 €/hab.
2.000 hab.	125,00 €/hab.	60 € × 1,231378	73,88 €/hab.	3 €/hect.	75,38 €/hab.	50,87 €/hab.	126,25 €/hab.
3.000 hab.	131,00 €/hab.	60 € × 1,299051	77,94 €/hab.	3 €/hect.	78,94 €/hab.	53,37 €/hab.	132,31 €/hab.
4.000 hab.	139,00 €/hab.	60 € × 1,347066	80,82 €/hab.	3 €/hect.	81,57 €/hab.	58,82 €/hab.	140,39 €/hab.
5.000 hab.	142,00 €/hab.	60 € × 1,384310	83,06 €/hab.	3 €/hect.	83,66 €/hab.	59,76 €/hab.	143,42 €/hab.
7.500 hab.	150,00 €/hab.	60 € × 1,451984	87,12 €/hab.	3 €/hect.	87,52 €/hab.	63,98 €/hab.	151,50 €/hab.
10.000 hab.	160,00 €/hab.	60 € × 1,500000	90,00 €/hab.	3 €/hect.	90,30 €/hab.	71,30 €/hab.	161,60 €/hab.
15.000 hab.	175,00 €/hab.	60 € × 1,567674	94,06 €/hab.	3 €/hect.	94,26 €/hab.	82,49 €/hab.	176,75 €/hab.
20.000 hab.	185,00 €/hab.	60 € × 1,615689	96,94 €/hab.	3 €/hect.	97,09 €/hab.	89,76 €/hab.	186,85 €/hab.
30.000 hab.	196,00 €/hab.	60 € × 1,683363	101,00 €/hab.	3 €/hect.	101,10 €/hab.	96,86 €/hab.	197,96 €/hab.
40.000 hab.	198,00 €/hab.	60 € × 1,731378	103,88 €/hab.	3 €/hect.	103,95 €/hab.	96,03 €/hab.	199,98 €/hab.
50.000 hab.	198,00 €/hab.	60 € × 1,768622	106,12 €/hab.	3 €/hect.	106,18 €/hab.	93,80 €/hab.	199,98 €/hab.
75.000 hab.	206,00 €/hab.	60 € × 1,836295	110,18 €/hab.	3 €/hect.	110,22 €/hab.	97,84 €/hab.	208,06 €/hab.
100.000 hab.	218,00 €/hab.	60 € × 1,884311	113,06 €/hab.	3 €/hect.	113,09 €/hab.	107,09 €/hab.	220,18 €/hab.
125.000 hab.	220,00 €/hab.	60 € × 1,921553	115,29 €/hab.	3 €/hect.	115,31 €/hab.	106,89 €/hab.	222,20 €/hab.
150.000 hab.	220,00 €/hab.	60 € × 1,951985	117,12 €/hab.	3 €/hect.	117,14 €/hab.	105,06 €/hab.	222,20 €/hab.
200.000 hab.	250,00 €/hab.	60 € × 2,000000	120,00 €/hab.	3 €/hect.	120,02 €/hab.	132,48 €/hab.	252,50 €/hab.

(1) Le montant / habitant indiqué est celui perçu en 2004 « hors compensation part salaires » par une commune dite « moyenne », c'est à dire percevant une dotation forfaitaire correspondant à la dotation moyenne de sa catégorie.

(2) Le coefficient est égal à 1 pour l'ensemble des communes de 1 à 500 habitants et égal à 2 pour l'ensemble des villes de plus de 199.999 habitants.

(3) Le montant / habitant indiqué correspond au minimum que la commune peut percevoir au titre de la dotation « population » (même si la dotation perçue en 2004 était inférieure).

(4) Le montant total / habitant (dotations « population » et « superficie ») a été calculé dans ces exemples, par souci de simplification, en tenant compte d'une même superficie de 1000 hectares par commune.

(5) Le montant / habitant de la future part « garantie » correspond à la différence constatée en 2005, entre :

- le montant / habitant de la dotation forfaitaire perçue en 2004 (hors compensations part salaires « population » et baisse de DCTP), majorée de 1%.
- et la somme des parts / habitant des dotations « population » et « superficie »

(6) La dotation totale 2005 ne pourra en aucun cas être inférieure à la dotation forfaitaire (hors compensation « part salaires ») perçue en 2004, majorée de 1%.

## EXEMPLE DE CALCUL DE LA NOUVELLE DOTATION FORFAITAIRE (COMMUNE DE 1 000 HABITANTS)

Commune de 1.000 habitants, d'une superficie de 1.000 hectares, ayant perçu en 2004 une dotation forfaitaire (hors compensation part salaires) de 125.000 euros (soit 125 euros/habitant) - avec une dotation de base/habitant variant dans une fourchette de 1 à 2, soit de 60 à 120 € -	
➤ Montant de la <b>dotation de base « population »</b> : 60,00 €/habitant x 1,115689 x 1.000 habitants = (coefficient de pondération)	<b>66.941 €</b>
➤ Montant de la <b>dotation de base « superficie »</b> : 3,00 €/hectare x 1.000 hectares =	<b>3.000 €</b>
➤ Sous-total <b>dotation de base « population » et « superficie »</b> ② : <b>69.941€</b> (soit 69,94 €/habitant)	
➤ Montant de la <b>garantie</b> ③ : 125.000 € + 1.250 € (indexation) - 69.941 € =	<b>56.309 €</b> (soit 56,31 €/habitant)
➤ Montant total de la <b>future dotation forfaitaire</b> : 66.941 € + 3.000 € + 56.309 € =	<b>126.250 €</b>  (soit un montant de 126,25 €/habitant, identique à celui de 2004, majoré de 1%)
Évolution de chaque dotation sur 5 ans (avec une évolution annuelle de la masse globale de la DGF de + 2,50 %)	
➤ <b>Dotation de base</b> maxi (évolution de 75 % de celle de la masse globale) :	<b>76,74 € (+ 9,73%)</b>
➤ <b>Dotation de garantie</b> (évolution de 25 % de celle de la masse globale) :	<b>56,80 € (+ 3,16%)</b>
➤ <b>Dotation totale</b> :	<b>133,54 € (+ 6,83%)</b> - soit + 1,37 % par an -

## EXEMPLE DE CALCUL DE LA NOUVELLE DOTATION FORFAITAIRE (COMMUNE DE 75 000 HABITANTS)

Commune de 75.000 habitants, d'une superficie de 5.000 hectares, ayant perçu en 2004 une dotation forfaitaire (hors compensation part salaires) de 15.450.000 euros (soit 206 euros/habitant) - avec une dotation de base/habitant variant dans une fourchette de 1 à 2, soit de 60 à 120 € -	
➤ Montant de la <b>dotation de base « population »</b> 60,00 €/habitant x 1,836294 x 75.000 habitants = (coefficient de pondération)	<b>8.263.323 €</b>
➤ Montant de la <b>dotation de base « superficie »</b> : 3,00 €/hectare x 5.000 hectares =	<b>15.000 €</b>
➤ Sous total <b>dotation de base « population » et « superficie »</b> ② : <b>8.278.323 €</b> (soit 110,38 €/habitant)	
➤ Montant de la <b>garantie</b> ③ 15.450.000 € + 154.500 € (indexation) - 8.278.323 € =	<b>7.326.177 €</b> (soit 97,68 €/habitant)
➤ Montant total de la <b>future dotation forfaitaire</b> : 8.263.323 € + 15.000 € + 7.326.177 € =	<b>15.604.500 €</b>  (soit un montant de 208,06 €/habitant, identique à celui de 2004 , majoré de 1%)
Évolution de chaque dotation sur 5 ans (avec une évolution annuelle de la masse globale de la DGF de + 2,50 %)	
➤ <b>Dotation de base</b> maxi (évolution de 75 % de celle de la masse globale) :	<b>121,12 € (+ 9,73 %)</b>
➤ <b>Dotation de garantie</b> (évolution de 25 % de celle de la masse globale) :	<b>98,64 € (+ 3,16 %)</b>
➤ <b>Dotation totale</b> :	<b>219,76 € (+ 6,68 %)</b> - soit + 1,33 % par an -

① le montant/habitant perçu en 2004 par ces communes correspond à la dotation moyenne/habitant constatée pour leur strate de population.

② l'évolution annuelle de la dotation de base (population et superficie) sera fixée, à compter de 2006, par le Comité des finances locales dans la limite de 75 % de l'évolution de la masse globale de la DGF.

③ l'évolution annuelle de la dotation de garantie sera fixée, à compter de 2006, à 25 % de l'évolution de la masse globale de la DGF (sans choix possible du Comité des finances locales).

## LE POTENTIEL FISCAL ET LE POTENTIEL FINANCIER DES COMMUNES

[article 47 – I et II LF 2005]

- En plus de celle du **potentiel fiscal**, apparaît une nouvelle notion, celle du **potentiel financier**, qui intègre un élément supplémentaire, la **dotation forfaitaire** perçue par la commune.

☞ *L'objectif est de mieux mesurer les écarts de ressources entre les communes, en ajoutant dans l'indicateur une ressource perçue par l'ensemble de celles-ci. Les dotations de péréquation ne sont pas intégrées, puisqu'elles ont justement pour but de réduire les écarts de richesse. Les autres ressources particulières ne sont pas non plus prises en compte, afin de comparer les communes sur les mêmes bases, mais également dans le souci de ne pas compliquer à l'excès la recherche des informations nécessaires (et donc d'éviter la multiplication des risques d'erreur).*

### LE POTENTIEL FISCAL DES COMMUNES NON MEMBRES D'UNE COMMUNAUTE A TPU (OU TPZ)

- La définition du **potentiel fiscal** n'a pas été modifiée par la loi.

$$\begin{array}{c} \text{potentiel fiscal} \\ \text{(année n)} \end{array} = \begin{array}{c} \text{bases} \\ \text{brutes TH} \\ \text{(année n-1)} \\ \\ \mathbf{x} \\ \\ \text{taux moyen} \\ \text{national TH} \\ \text{(année n-1)} \end{array} + \begin{array}{c} \text{bases} \\ \text{brutes TFB} \\ \text{(année n-1)} \\ \\ \mathbf{x} \\ \\ \text{taux moyen} \\ \text{national TFB} \\ \text{(année n-1)} \end{array} + \begin{array}{c} \text{bases} \\ \text{brutes TFNB} \\ \text{(année n-1)} \\ \\ \mathbf{x} \\ \\ \text{taux moyen} \\ \text{national TFNB} \\ \text{(année n-1)} \end{array} + \begin{array}{c} \text{bases} \\ \text{brutes TP} \\ \text{après} \\ \text{écrêtement au} \\ \text{profit du FDPPT} \\ \text{(année n-1)} \\ \\ \mathbf{x} \\ \\ \text{taux moyen} \\ \text{national TP} \\ \text{(année n-1)} \end{array} + \begin{array}{c} \text{dotation} \\ \text{de compensation} \\ \text{de la suppression} \\ \text{de la part salaires} \\ \text{(année n-1)} \end{array}$$

L'utilisation du **potentiel fiscal** global ou par habitant est désormais limitée à :

- la détermination de l'**effort fiscal** des communes,
- la **répartition** de la **dotation de solidarité communautaire** versée par les communautés levant la TPU,
- et à la répartition de la **dotation de coopération des communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle**.

### LE POTENTIEL FINANCIER

- Il s'agit de la **somme** du **potentiel fiscal** et de la **dotation forfaitaire**, de laquelle est retranché l'éventuel prélèvement sur la fiscalité directe effectué au titre de l'ancien contingent d'aide sociale ou de la fiscalité de France Télécom :

$$\begin{array}{c} \text{potentiel} \\ \text{financier} \\ \text{(année n)} \end{array} = \begin{array}{c} \text{potentiel} \\ \text{fiscal} \\ \text{(année n)} \end{array} + \begin{array}{c} \text{dotation forfaitaire} \\ \text{(année n-1)} \\ \text{(1)} \end{array} - \begin{array}{c} \text{éventuel prélèvement sur la fiscalité} \\ \text{directe effectué au titre :} \\ \cdot \text{ de l'ancien contingent} \\ \cdot \text{ d'aide sociale.} \\ \cdot \text{ ou de la fiscalité de France} \\ \text{Télécom (année n-1) (2).} \end{array}$$

(1) La dotation forfaitaire ne comporte pas la compensation de la part salaires (ni celle des baisses de DCTP), puisque celle-ci est déjà prise en compte dans le potentiel fiscal.

(2) Cette minoration corrige à juste titre le potentiel financier des communes concernées.

## LE POTENTIEL FISCAL ET FINANCIER DES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI LEVANT LA TPU (OU LA TPZ)

▪ Lorsque la **commune** est **membre** d'un **EPCI levant la taxe professionnelle unique** (ou la **taxe professionnelle de zone**), les **bases de taxe professionnelle** du **potentiel fiscal** de cette commune sont composées de **deux parts** :

- **une part « fixe »**, correspondant aux **bases de TP** constatées dans chaque commune membre l'**année précédant** son appartenance à un **EPCI levant la TPU** (ou celles situées sur les zones d'activités économiques si l'EPCI perçoit la TP de zone,
- **une part « fluctuante »** (évoluant chaque année), correspondant à la **différence** entre les **bases de TP** de l'**EPCI** (de l'année considérée) et la **somme des bases « historiques »** de TP (ventilée lors du passage à la TPU ou à la TPZ). Cette **différence** est **répartie entre toutes les communes** membres de l'EPCI, quelle que soit l'année d'adhésion de la commune, **au prorata** de leur **population**.

$$\begin{array}{c}
 \text{Part TP} \\
 \text{du potentiel} \\
 \text{fiscal (n)} \\
 = \\
 \left( \begin{array}{l}
 \text{Part fixe} \\
 \text{« bases historiques »} \\
 \left[ \begin{array}{l}
 \text{Bases de TP de la} \\
 \text{commune} \\
 \text{(année précédant la} \\
 \text{TPU ou la TPZ)} \\
 \\
 \text{ - } \\
 \text{(le cas échéant)} \\
 \\
 \text{Bases restant} \\
 \text{à compenser au titre} \\
 \text{de la part salaires (1)}
 \end{array} \right. \\
 + \\
 \left( \begin{array}{l}
 \text{Part fluctuante} \\
 \text{« évolution de bases »} \\
 \left[ \begin{array}{l}
 \text{Bases de l'EPCI} \\
 \text{(année n-1)} \\
 \\
 \text{ - } \\
 \text{(le cas échéant)} \\
 \\
 \text{Bases restant} \\
 \text{à compenser au titre} \\
 \text{de la part salaires (1)}
 \end{array} \right. \\
 \times \frac{\text{Population} \\
 \text{de la} \\
 \text{commune}}{\text{Population} \\
 \text{totale} \\
 \text{de l'EPCI}} \\
 \times \\
 \left[ \begin{array}{l}
 \text{Taux moyen communal} \\
 \text{national de TP constaté} \\
 \text{l'année précédente} \\
 \\
 \text{(soit 15,34 \% pour 2005)}
 \end{array} \right.
 \end{array}
 \right.
 \end{array}$$

☞ Cette ventilation ne s'applique pas la première année d'application de la TPU (ou la TPZ).

(1) Compensée progressivement sur 4 ans (entre 1999 et 2002), la part salaires a entièrement disparu des bases de taxe professionnelle en 2003. La réduction de la fraction imposable des salaires était plafonnée, par redevable :

- en 1999, à hauteur de 15 245 €,
  - en 2000, à hauteur de 45 735 €,
  - en 2001, à hauteur de 152 449 €,
  - en 2002, à hauteur de 914 694 €.
- a) pour une commune membre d'un groupement levant la TPU pour la première année avant 2004, les bases historiques sont minorées des bases qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une suppression de la part salaires
- b) pour une commune membre d'un groupement levant la TPU pour la première année à compter de 2004, les bases historiques sont entièrement prises en compte puisque les bases salaires avaient entièrement été supprimées dès 2003.

▪ Comme actuellement, la **part TP** du **potentiel fiscal** de ces communes est **majorée** d'une **partie** de la **dotation de compensation** perçue par l'EPCI l'**année précédente**, **répartie entre les communes membres** de l'EPCI, **au prorata** des **diminutions de base de TP**, dans chacune de ces communes (celles ayant servi au **calcul** de la **compensation « part salaires »**).

S'il existe un **prélèvement** subi par l'EPCI, au titre de la fiscalité de **France Télécom**, la partie de celui-ci concernant une commune membre vient **minorer** son **potentiel**. Ce **prélèvement** est **réparti au prorata** de la **population**.

$$\left( \begin{array}{l}
 \text{Dotation de compensation} \\
 \text{de la part salaires} \\
 \text{perçue par l'EPCI (n-1)} \\
 \\
 \text{[ hors compensation des} \\
 \text{baisses de D.C.T.P.} \\
 \text{et avant prélèvement} \\
 \text{France Télécom de l'EPCI} \\
 \text{(n-1)]}
 \end{array} \right) \times \left( \begin{array}{l}
 \text{Bases 1998 de la} \\
 \text{commune ayant servi au} \\
 \text{calcul de la compensation} \\
 \\
 \text{Bases 1998 de l'ensemble} \\
 \text{des communes membres} \\
 \text{ayant servi au calcul de la} \\
 \text{compensation}
 \end{array} \right) - \left( \begin{array}{l}
 \text{Prélèvement} \\
 \text{France Télécom} \\
 \text{de l'EPCI} \\
 \text{(n-1)}
 \end{array} \right) \times \left( \begin{array}{l}
 \text{Population de la} \\
 \text{commune} \\
 \\
 \text{Population de} \\
 \text{l'EPCI}
 \end{array} \right)$$

☞ Les propositions du groupe de travail du Comité des finances locales, consistant à tenir compte de la perception d'une attribution de compensation et de l'économie tirée par la commune lors du transfert de charges, n'ont pas été reprises dans le PLF 2005, en raison de difficultés importantes de recensement des données.

## L'EFFORT FISCAL D'UNE COMMUNE

[article L.2334-5 du CGCT]

- Il mesure la « **pression fiscale** » exercée sur les ménages, comparée au **potentiel fiscal total** des **trois taxes** d'une commune (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties).

Sont pris en compte le montant des **trois taxes ménages**, ainsi que celui de la **taxe** ou de la **redevance d'enlèvement des ordures ménagères**, levés sur le territoire par la **commune** et l'**ensemble des EPCI** dont celle-ci est membre.

$$\boxed{\text{Effort fiscal [année n-1]}} = \frac{\boxed{\text{Produit des impôts (sauf TP), taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères perçus sur le territoire de la commune [année n-1]}}}{\boxed{\text{Potentiel fiscal des trois taxes de la commune (taxes d'habitation, foncières sur bâti et non bâti) [année n-1]}}}$$

- Le **produit des impôts perçus** est **majoré** des **exonérations** dont bénéficient les contribuables de la commune (exonérations compensées par l'Etat et celles relatives aux résidences universitaires et aux casernements des personnels des armées).

- La **variation annuelle** de l'**effort fiscal** d'une commune fait l'objet d'un **écrêtement** :

- pour une commune dont l'**augmentation** du **taux moyen pondéré (TMP)** des trois taxes ménages (taxe d'habitation et taxes foncières) est **supérieure** à l'**augmentation du TMP** des **communes de la strate**, c'est cette dernière augmentation qui est prise en compte pour la détermination du produit fiscal,

*☞ L'augmentation réelle de l'effort fiscal d'une commune n'est donc prise en compte que deux années après son intervention.*

- pour une commune dont le **TMP** est **inférieur** à celui de l'**année précédente**, c'est ce dernier taux qui est pris en compte.

*☞ La baisse réelle de l'effort fiscal d'une commune n'est donc prise en compte que deux années après son intervention.*

## LES POTENTIELS FINANCIERS ET EFFORTS FISCAUX MOYENS UTILISES POUR LE CALCUL DES DOTATIONS DE SOLIDARITE ET DE LA DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION

**LE POTENTIEL FINANCIER « 4 TAXES » MOYEN / HABITANT CONSTATE EN 2005  
DANS LES 15 STRATES DEMOGRAPHIQUES**  
(utilisé en 2005 notamment pour le calcul des dotations de solidarité urbaine ou rurale et  
de la part principale de la dotation nationale de péréquation)

Strates	Potentiel financier « 4 taxes » moyen/habitant	
0 - 499 habitants	473,970927 €	327,3854 € <sup>(1)</sup>
500 - 999 habitants	527,857335 €	393,1862 €
1 000 - 1 999 habitants	575,054210 €	436,3138 €
2 000 - 3 499 habitants	667,941725 €	522,5168 €
3 500 - 4 999 habitants	734,310167 €	575,4351 €
5 000 - 7 499 habitants	798,878920 €	632,4505 €
7 500 - 9 999 habitants	827,454331 €	648,5223 €
10 000 - 14 999 habitants	854,736798 €	668,0493 €
15 000 - 19 999 habitants	885,196139 €	684,1607 €
20 000 - 34 999 habitants	889,924479 €	679,9047 €
35 000 - 49 999 habitants	974,682326 €	753,2237 €
50 000 - 74 999 habitants	1 034,810650 €	812,5402 €
75 000 - 99 999 habitants	1 056,746330 €	812,7819 €
100 000 -199 999 habitants	937,416576 €	694,8953 €
200 000 habitants et plus	1 250,308050 €	1 007,2415 €

(1) Potentiels fiscaux moyens / habitant constatés en 2003 (utilisés en 2004).

Le **potentiel financier « 4 taxes »** d'une commune est obtenu en appliquant à chacune de ses **bases brutes** d'imposition le **taux moyen national** correspondant :

- taxe d'habitation..... **14,17 %** (soit un coefficient de 0,1417),
- taxe foncière sur les propriétés bâties ..... **18,12 %** (soit un coefficient de 0,1812),
- taxe foncière sur les propriétés non bâties..... **43,14 %** (soit un coefficient de 0,4314),
- taxe professionnelle..... **15,34 %** (soit un coefficient de 0,1534).

A la somme de ces quatre produits :

- est ajoutée la **dotation forfaitaire** perçue en **2004**,
- est retranché le **prélèvement** éventuellement effectué sur la **fiscalité** (au titre de l'ancien contingent d'aide sociale ou de France Télécom).

**LE POTENTIEL FISCAL « TAXE PROFESSIONNELLE » MOYEN / HABITANT  
CONSTATE EN 2004 DANS LES 15 STRATES DEMOGRAPHIQUES**  
(utilisé en 2005 pour le calcul de la seconde part de la dotation nationale de péréquation)

Strates	Potentiel fiscal « T.P. » moyen/habitant	
0 - 499 habitants	90,781365 €	90,4749 € (1)
500 - 999 habitants	155,118258 €	154,4531 €
1 000 - 1 999 habitants	193,226083 €	188,7931 €
2 000 - 3 499 habitants	258,147084 €	254,1677 €
3 500 - 4 999 habitants	300,914811 €	291,8687 €
5 000 - 7 499 habitants	336,356339 €	329,1619 €
7 500 - 9 999 habitants	341,135595 €	332,3471 €
10 000 - 14 999 habitants	356,339679 €	348,4409 €
15 000 - 19 999 habitants	346,905475 €	343,4064 €
20 000 - 34 999 habitants	313,649729 €	310,9580 €
35 000 - 49 999 habitants	379,803591 €	374,8100 €
50 000 - 74 999 habitants	415,594955 €	409,5078 €
75 000 - 99 999 habitants	416,309778 €	405,2637 €
100 000 - 199 999 habitants	354,389188 €	346,7995 €
200 000 habitants et plus	458,332047 €	452,6817 €

(1) Potentiels fiscaux TP moyens / habitant constatés en 2003 (utilisés en 2004).

Le **potentiel fiscal « taxe professionnelle »** d'une commune est obtenu en appliquant à ses **bases brutes de taxe professionnelle** le **taux moyen national** constaté l'année précédente (15,34 % pour 2004).

A ce produit est ajoutée la **compensation de la suppression de la part salaires**.



**L'EFFORT FISCAL MOYEN 2004 DES COMMUNES PAR STRATE ET LES ELEMENTS  
PRIS EN COMPTE EN 2005 POUR L'EVENTUEL ECRETEMENT  
DE L'EFFORT FISCAL CONSTATE DANS UNE COMMUNE**

Strates de communes	Effort fiscal moyen 2004		Taux moyen pondéré (TMP) 3 taxes 2004 (2)	Taux moyen pondéré (TMP) 3 taxes 2003	Taux d'évolution (TMP) 2004/2003
0 - 499 habitants	<b>0,943973</b>	0,935556 (1)	<b>0,149195</b>	<b>0,147817</b>	<b>+ 0,932 %</b>
500 - 999 habitants	<b>0,999173</b>	0,991932	<b>0,149444</b>	<b>0,148027</b>	<b>+ 0,957 %</b>
1 000 - 1 999 habitants	<b>1,046780</b>	1,041083	<b>0,151703</b>	<b>0,149956</b>	<b>+ 1,165 %</b>
2 000 - 3 499 habitants	<b>1,092718</b>	1,085034	<b>0,157151</b>	<b>0,155216</b>	<b>+ 1,247 %</b>
3 500 - 4 999 habitants	<b>1,133828</b>	1,126791	<b>0,162367</b>	<b>0,160641</b>	<b>+ 1,074 %</b>
5 000 - 7 499 habitants	<b>1,178498</b>	1,167187	<b>0,172609</b>	<b>0,170749</b>	<b>+ 1,089 %</b>
7 500 - 9 999 habitants	<b>1,197463</b>	1,187135	<b>0,175990</b>	<b>0,173699</b>	<b>+ 1,319 %</b>
10 000 - 14 999 habitants	<b>1,272212</b>	1,260955	<b>0,187966</b>	<b>0,186588</b>	<b>+ 0,739 %</b>
15 000 - 19 999 habitants	<b>1,265660</b>	1,263815	<b>0,189193</b>	<b>0,187471</b>	<b>+ 0,919 %</b>
20 000 - 34 999 habitants	<b>1,300124</b>	1,291576	<b>0,198124</b>	<b>0,196001</b>	<b>+ 1,083 %</b>
35 000 - 49 999 habitants	<b>1,306483</b>	1,298157	<b>0,201217</b>	<b>0,199856</b>	<b>+ 0,681 %</b>
50 000 - 74 999 habitants	<b>1,200086</b>	1,199578	<b>0,181232</b>	<b>0,180040</b>	<b>+ 0,662 %</b>
75 000 - 99 999 habitants	<b>1,207551</b>	1,205102	<b>0,184496</b>	<b>0,182749</b>	<b>+ 0,956 %</b>
100 000 -199 999 habitants	<b>1,424962</b>	1,426852	<b>0,220364</b>	<b>0,218768</b>	<b>+ 0,730 %</b>
200 000 habitants et plus	<b>0,907618</b>	0,897359	<b>0,132027</b>	<b>0,130439</b>	<b>+ 1,217 %</b>

(1) Effort fiscal moyen constaté en 2003.

(2) Le taux moyen pondéré (TMP) correspond à la moyenne des taux de taxes d'habitation et foncières (pondérée par l'importance des bases d'imposition correspondantes).

## LES LOGEMENTS SOCIAUX PRIS EN COMPTE POUR LA REPARTITION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

[articles L.2334-17 et 18, R.2334-4 et 5 du CGCT]

- Sont retenus comme **logements sociaux locatifs** les logements appartenant aux **organismes** suivants :
  - **Offices publics HLM** (logements recensés par les directions régionales de l'équipement, via l'enquête « Parc Locatif Social » - PLS -) :
    - offices publics d'aménagement et de construction (OPAC),
    - offices publics d'HLM (OPHLM).
  - **Sociétés anonymes** (logements recensés par les DRE, via l'enquête PLS) :
    - sociétés anonymes d'HLM (SAHLM),
    - sociétés coopératives de production ou de location attribution d'HLM (SCP ou SCLA d'HLM),
    - sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI),
    - sociétés anonymes d'économie mixte immobilière (SEM ou SAEM).

☞ *Au sein de cette catégorie n'est retenu, au sens de la DSU, que le patrimoine des SEM locales. Est donc exclu le patrimoine des SEM nationales (ex : SNI ou SONACOTRA)*

- **Organismes divers** (logements recensés conjointement par la DGCL, directement, et les DRE, via l'enquête PLS) :
  - entreprise minière et chimique (EMC) et sociétés à participation majoritaire de l'E.M.C.,
  - houillères de bassin (houillère du bassin du Centre et du Midi, houillère du bassin de Lorraine) et sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin,
  - sociétés à participation majoritaire des charbonnages de France,
  - établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais,
  - filiales de la société civile immobilière de la Caisse des dépôts et consignations -S.C.I.C – (SAHLM, SEM et SCI de la SCIC),
  - sociétés mutualistes d'HLM,
  - fondations d'HLM,
  - société nationale immobilière (logements qui appartenaient au 1er janvier 2001 aux Houillères du bassin de Lorraine et aux Sociétés à participation majoritaire des Houillères du bassin de Lorraine).
- **Autres personnes morales** (logements constituant, sur le territoire d'une commune, des **ensembles de 2000 logements au moins**, financés par des **prêts spéciaux du Crédit Foncier de France**).

☞ *Ces financements n'existant plus, la présente disposition ne s'applique en pratique qu'à une seule commune de l'Essonne (Saint-Michel-sur-Orge, où est recensé un ensemble de 2389 logements).*

- **Organismes HLM ou SEM locales** (logements pour **étudiants** construits dans le cadre du **plan Université 2000** ou des nouveaux programmes conventionnés sur des terrains propriétés de l'Etat mais loués par bail emphytéotique).

**Logements sociaux exclus du recensement au titre de la DSUCS :**

- **logements-foyers** de **personnes âgées**, de **personnes handicapées**, de **jeunes travailleurs** et de **travailleurs migrants**,  
*☞ Il s'agit des logements répondant aux dispositions de l'article L.351-2-5° du code de la construction et de l'habitation (perception de l'aide personnalisée au logement) et qui ne donnent lieu ni au versement d'un loyer, ni à la conclusion d'un bail.*
- **résidences universitaires** dont la gestion est assurée par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (**CROUS**).

▪ Les **logements sociaux** pris en compte dans la répartition des concours financiers de l'Etat au titre d'un exercice sont ceux qui ont été recensés au **1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente**.

*☞ Il existe un décalage de deux ans entre l'année de mise en service d'un programme sur le territoire d'une commune et sa prise en compte effective pour le calcul de la DSUCS.*

*☞ La définition des logements sociaux pris en compte pour la répartition de la DSUCS est différente de celle retenue pour l'application de l'article 55 de la loi n°2000-120-8 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU).*

Par exemple, figurent dans l'**enquête PLS** (et pas dans l'inventaire SRU) les **logements locatifs** appartenant aux organismes d'**HLM**, construits, acquis avec ou sans amélioration après le 5 janvier 1977, non conventionnés au 1<sup>er</sup> janvier de l'inventaire.

*☞ L'enquête PLS couvre l'ensemble des communes, alors que l'inventaire SRU n'est ciblé que sur les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en Ile-de-France) comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants).*

Inversement, figurent dans l'**inventaire « SRU »** (et pas dans l'enquête PLS) :

- les **logements sociaux** appartenant à des personnes privées, et conventionnés (ayant bénéficié de prêts aidés et/ou d'aides spécifiques de l'État, telles que celles de l'ANAH),
- les logements de type **logements-foyers** (à l'exclusion des logements d'urgence) donnant lieu à la perception d'une **redevance**,
- les places répertoriées dans les **centres d'hébergement** et **de réinsertion sociale**,
- les **résidences sociales** (un logement social pour trois lits répertoriés).